

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2007 — 2900

[2007/201988]

**30 MARS 2007. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 mai 1999 fixant les échelles des fonctions des membres du personnel enseignant des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat;

Vu le décret du 25 juillet 1996 relatif aux charges et emplois des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française;

Vu le décret du 8 février 1999 relatif aux fonctions et titres des membres du personnel enseignant des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française;

Vu l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 2 octobre 1968 déterminant et classant les fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et supérieur non universitaire de la Communauté française et les fonctions des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements;

Vu l'arrêté royal du 27 juin 1974 fixant au 1<sup>er</sup> avril 1972 les échelles des fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, des membres du personnel du service d'inspection de l'enseignement par correspondance et de l'enseignement primaire subventionné et les échelles des grades du personnel des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat;

Vu l'arrêté royal du 13 juin 1976 réglant l'octroi d'une allocation aux membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel paramédical de l'enseignement de la Communauté française et aux membres du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française désignés provisoirement à une fonction de sélection ou à une fonction de promotion;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 mai 1999 fixant les échelles des fonctions des membres du personnel enseignant des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 novembre 2000 portant exécution de l'article 7bis du décret du 25 juillet 1996 relatif aux charges et emplois des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 15 janvier 2007;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 2 février 2007;

Vu le protocole de négociation du Comité de négociation de Secteur IX : « Enseignement » (Communauté française), du Comité des Services publics provinciaux et locaux - Section II et du Comité (Comité de négociation pour les statuts des personnels de l'enseignement libre subventionné) du 5 mars 2007;

Sur la proposition de la Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française en date du 30 mars 2007,

Arrête :

*Section 1<sup>re</sup>. — De certaines échelles de fonction*

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 mai 1999 fixant les échelles des fonctions des membres du personnel enseignant des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, une rubrique nouvelle est insérée après la rubrique « 2-Maître-assistant ». Elle est libellée comme suit :

« 2bis. Maître-assistant chargé de la gestion administrative et juridique de la Haute Ecole :

porteur d'un des titres requis visés à l'annexe 2 du décret du 8 février 1999 relatif aux fonctions et titres des membres du personnel enseignant des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, avec comme diplôme de base un diplôme de niveau supérieur du 3<sup>e</sup> degré 415

2ter. Maître-assistant chargé de la gestion financière et comptable de la Haute Ecole :

porteur d'un des titres requis visés à l'annexe 2 du décret du 8 février 1999 précité, avec comme diplôme de base un diplôme de niveau supérieur du 3<sup>e</sup> degré 415. »

**Art. 2.** Dans l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 mai 1999 fixant les échelles des fonctions des membres du personnel enseignant des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, une rubrique nouvelle est introduite après la rubrique « Chef de bureau d'études ». Elle est libellée comme suit :

« Fonctions électives :

1. Le directeur de catégorie désigné ou nommé, selon le cas, dans le respect des articles 15 et 16 du décret du 25 juillet 1996 relatif aux charges et emplois des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, bénéficie d'une allocation pendant la durée de son mandat.

Le montant de cette allocation est constitué par la différence entre, d'une part, l'échelle de fonction 475 du directeur telle que visée dans le chapitre E de l'arrêté royal du 27 juin 1974 fixant au 1<sup>er</sup> avril 1972 les échelles de fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, des membres du personnel du service d'inspection de l'enseignement par correspondance et de l'enseignement primaire subventionné et les échelles des grades du personnel des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, et d'autre part, l'échelle de la fonction de rang 1 ou de rang 2 pour laquelle il a fait l'objet d'une nomination ou d'un engagement à titre définitif avant son mandat de Directeur de catégorie.

Par dérogation à l'alinéa 2, lorsque le membre du personnel bénéficiait, avant son mandat de directeur de catégorie, d'une échelle barémique plus élevée que l'échelle de fonction 475, le montant de l'allocation est constitué par la différence entre d'une part l'échelle de fonction 450 du directeur-adjoint telle que visée dans le chapitre F de l'arrêté royal du 27 juin 1974 fixant au 1<sup>er</sup> avril 1972 les échelles de fonctions des membres du personnel directeur et enseignant,

du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, des membres du personnel du service d'inspection de l'enseignement par correspondance et de l'enseignement primaire subventionné et les échelles des grades du personnel des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, et d'autre part l'échelle de la fonction de rang 1 ou de rang 2 pour laquelle il a fait l'objet d'une nomination ou d'un engagement à titre définitif avant son mandat de directeur de catégorie.

Lorsque le membre du personnel est nommé ou engagé à titre définitif dans plusieurs fonctions de rang 1 ou de rang 2, il y a lieu, pour la fixation de l'allocation visée selon les cas aux alinéas 2 ou 3, de prendre en considération chacune de ces fonctions au prorata de celles-ci.

2. Le directeur-président désigné dans le respect des articles 15 et 16 du décret du 25 juillet 1996 relatif aux charges et emplois des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, bénéficie d'une allocation pendant la durée de son mandat.

Le montant de cette allocation est constitué par la différence qui existe entre, d'une part, l'échelle de fonction 480 telle que visée dans le chapitre F de l'arrêté royal du 27 juin 1974 fixant au 1<sup>er</sup> avril 1972 les échelles de fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, des membres du personnel du service d'inspection de l'enseignement par correspondance et de l'enseignement primaire subventionné et les échelles des grades du personnel des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, et d'autre part, l'échelle de la fonction de rang 1 ou de rang 2 pour laquelle il a fait l'objet d'une nomination ou d'un engagement à titre définitif avant son mandat de directeur-président.

Lorsque le membre du personnel est nommé ou engagé à titre définitif dans plusieurs fonctions de rang 1 ou de rang 2, il y a lieu, pour la fixation de l'allocation visée à l'alinéa 2, de prendre en considération chacune des fonctions au prorata de celles-ci.

3. Le membre du personnel qui, avant le 1<sup>er</sup> septembre 1996, était nommé ou engagé à titre définitif à la fonction de sous-directeur, de directeur dans l'enseignement supérieur non universitaire des premier et deuxième degrés ou de directeur-adjoint, de directeur dans l'enseignement supérieur non universitaire du troisième degré telles que visées dans l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 2 octobre 1968 déterminant et classant les fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et supérieur non universitaire de la Communauté française et les fonctions des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, bénéficie de la situation la plus favorable, soit l'échelle correspondant à son engagement ou sa nomination à titre définitif, soit le traitement relatif à un mandat de directeur de catégorie ou de directeur-président tels que visés aux points 1 et 2 ci-dessus.

Le directeur de catégorie qui est en outre désigné directeur-président bénéficie de l'allocation visée au point 2 ci-dessus. »

#### Section 2. — Dispositions modificatives

Sous-section 1<sup>re</sup>. — Modification de l'arrêté royal du 13 juin 1976 réglant l'octroi d'une allocation aux membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel paramédical de l'enseignement de la Communauté française et aux membres du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française désignés provisoirement à une fonction de sélection ou à une fonction de promotion

**Art. 3.** Les articles 4bis à 4quater de l'arrêté royal du 13 juin 1976 sont abrogés.

Sous-section 2. — Modifications de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 mai 1999 fixant les échelles des fonctions des membres du personnel enseignant des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française

**Art. 4.** Dans l'annexe Chapitre F' de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 mai 1999, sous la rubrique Maître-assistant (cours généraux) : Régime transitoire, les points l) à o) sont abrogés.

**Art. 5.** Dans l'annexe Chapitre F' du même arrêté, sous la rubrique Maître-assistant (cours techniques), le point d) est abrogé.

**Art. 6.** Dans l'annexe Chapitre F' du même arrêté, sous la rubrique Maître-assistant (cours techniques) : Régime transitoire, les points m) à p) sont abrogés.

Sous-section 3. — Modification de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 novembre 2000 portant exécution de l'article 7bis du décret du 25 juillet 1996 relatif aux charges et emplois des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française

**Art. 7.** L'article 7 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 novembre 2000 est abrogé.

#### Section 3. — Dispositions finales

**Art. 8.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception de l'article 1<sup>er</sup> qui produit ses effets le 13 novembre 2000.

**Art. 9.** La Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 30 mars 2007.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales,  
Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de la Fonction publique et des Sports,  
Cl. EERDEKENS

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2007 — 2900

[2007/201988]

**30 MAART 2007. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 mei 1999 tot vaststelling van de schalen voor de ambten van de leden van het onderwijzend personeel van de Hogescholen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 22 juni 1964 betreffende het statuut der personeelsleden van het Rijksonderwijs;

Gelet op het decreet van 25 juli 1996 betreffende de opdrachten en betrekkingen in de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen;

Gelet op het decreet van 8 februari 1999 betreffende de ambten en de bekwaamheidsbewijzen van de leden van het onderwijzend personeel in de Hogescholen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 april 1958 houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 2 oktober 1968 tot vaststelling en rangschikking van de ambten der leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel, van het maatschappelijk personeel der inrichtingen voor voorschools, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch, kunstonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en hoger onderwijs buiten de universiteit van de Franse Gemeenschap en de ambten der personeelsleden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 juni 1974 waarbij op 1 april 1972 worden vastgesteld de schalen verbonden aan de ambten van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel bij de rijksonderwijsinrichtingen, aan de ambten van de leden van de inspectiedienst, belast met het toezicht op deze inrichtingen en aan de ambten van de leden van de inspectiedienst van het schriftelijk onderwijs en van het gesubsidieerd lager onderwijs, en de schalen verbonden aan de graden van het personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Staat;

Gelet op het koninklijk besluit van 13 juni 1976 tot regeling van de toekenning van een toelage aan de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel van het onderwijs van de Franse Gemeenschap en aan de leden van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap die voorlopig aangesteld zijn in een selectie- of bevorderingsambt;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 mei 1999 tot vaststelling van de schalen voor de ambten van de leden van het onderwijzend personeel van de Hogescholen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 november 2000 houdende uitvoering van artikel 7bis van het decreet van 25 juli 1996 betreffende de opdrachten en betrekkingen in de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 15 januari 2007;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 2 februari 2007;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van het Onderhandelingscomité van Sector IX: "Onderwijs" (Franse Gemeenschap), van het Comité van de Provinciale en Plaatselijke Overheidsdiensten - Afdeling II en van het Comité (Onderhandelingscomité voor het statuut van de personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs) van 5 maart 2007;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 maart 2007,

Besluit :

*Afdeling 1. — Sommige ambtsschalen*

**Artikel 1.** In artikel 1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 mei 1999 tot vaststelling van de schalen voor de ambten van de leden van het onderwijzend personeel van de Hogescholen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, wordt een nieuwe rubriek ingevoegd na de rubriek "2-Meester-assistent", luidend als volgt :

« 2bis. Meester-assistent belast met het administratief en juridisch beheer van de Hogeschool :

houder zijn van één van de vereiste bekwaamheidsbewijzen bedoeld in bijlage 2 van het decreet van 8 februari 1999 betreffende de ambten en de bekwaamheidsbewijzen van de leden van het onderwijzend personeel in de Hogescholen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, met als basisdiploma een diploma van het hoger niveau van de 3e graad 415

2ter Meester-assistent belast met het financieel en boekhoudkundig beheer van de Hogeschool :

houder zijn van één van de vereiste bekwaamheidsbewijzen bedoeld in bijlage 2 van het voornoemde decreet van 8 februari 1999, met als basisdiploma een diploma van het hoger niveau van de 3e graad 415. »

**Art. 2.** In artikel 1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 mei 1999 tot vaststelling van de schalen voor de ambten van de leden van het onderwijzend personeel van de Hogescholen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, wordt een nieuwe rubriek ingevoegd na de rubriek "Hoofd van een studie bureau", luidend als volgt:

« Bij verkiezing toegekende ambten :

1. De categoriedirecteur die aangesteld of benoemd wordt, naargelang het geval, met inachtneming van de artikelen 15 en 16 van het decreet van 25 juli 1996 betreffende de opdrachten en betrekkingen in de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen, krijgt een toelage tijdens de duur van zijn mandaat.

Het bedrag van deze toelage wordt vastgesteld door het verschil tussen, enerzijds, de ambtsschaal 475 van directeur, zoals bedoeld in hoofdstuk E van het koninklijk besluit van 27 juni 1974 waarbij op 1 april 1972 worden vastgesteld de schalen verbonden aan de ambten van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel bij de rijksonderwijsinrichtingen, aan de ambten van de leden van de inspectiedienst, belast met het toezicht op deze inrichtingen en aan de ambten van de leden van de inspectiedienst van het schriftelijk onderwijs en van het gesubsidieerd lager onderwijs, en de schalen verbonden aan de graden van het personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Staat, en anderzijds, de ambtsschaal van rang 1 of rang 2 waarvoor hij benoemd of in vast verband aangeworven werd vóór zijn mandaat van Categoriedirecteur.

In afwijking van het tweede lid, toen het personeelslid vóór zijn mandaat van Categoriedirecteur een hogere weddeschaal genoot dan de ambtsschaal 475, wordt het bedrag van de toelage vastgesteld door het verschil tussen, enerzijds, de ambtsschaal 450 van de Adjunct-directeur, zoals bedoeld in hoofdstuk F van het koninklijk besluit van 27 juni 1974 waarbij op 1 april 1972 worden vastgesteld de schalen verbonden aan de ambten van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel bij de rijksonderwijsinrichtingen, aan de ambten van de leden van de inspectiedienst, belast met het toezicht op deze inrichtingen en aan de ambten van de leden van de inspectiedienst van het schriftelijk onderwijs en van het gesubsidieerd lager onderwijs, en de schalen verbonden aan de graden van het personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Staat, en anderzijds, de ambtsschaal van rang 1 of rang 2 waarvoor hij benoemd of in vast verband aangeworven werd vóór zijn mandaat van Categoriedirecteur. Wanneer het personeelslid benoemd of in vast verband aangeworven wordt in verschillende ambten van rang 1 of rang 2 moet elk van deze ambten in aanmerking genomen worden naar rata van deze voor de vaststelling van de toelage bedoeld naargelang het geval in de tweede en derde leden.

2. De Directeur-voorzitter die aangesteld wordt met inachtneming van de artikelen 15 en 16 van het decreet van 25 juli 1996 betreffende de opdrachten en betrekkingen in de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen, krijgt een toelage tijdens de duur van zijn mandaat. Het bedrag van deze toelage wordt vastgesteld door het verschil tussen, enerzijds, de ambtsschaal 480, zoals bedoeld in hoofdstuk F van het koninklijk besluit van 27 juni 1974 waarbij op 1 april 1972 worden vastgesteld de schalen verbonden aan de ambten van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel bij de rijksonderwijsinrichtingen, aan de ambten van de leden van de inspectiedienst, belast met het toezicht op deze inrichtingen en aan de ambten van de leden van de inspectiedienst van het schriftelijk onderwijs en van het gesubsidieerd lager onderwijs, en de schalen verbonden aan de graden van het personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Staat, en anderzijds, de ambtsschaal van rang 1 of rang 2 waarvoor hij benoemd of in vast verband aangeworven werd vóór zijn mandaat van directeur-voorzitter.

Wanneer het personeelslid in verschillende ambten van rang 1 of rang 2 benoemd of in vast verband aangeworven wordt, moet elk van de ambten in aanmerking genomen worden naar rata van deze voor de vaststelling van de toelage bedoeld in het tweede lid.

3. Het personeelslid dat vóór 1 september 1996 benoemd of in vast verband aangeworven werd voor het ambt van onderdirecteur, directeur van het niet-universitair hoger onderwijs van de eerste en tweede graden of adjunct-directeur, directeur in het niet-universitair hoger onderwijs van de derde graad, zoals bedoeld in het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 2 oktober 1968 tot vaststelling en rangschikking van de ambten der leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel, van het maatschappelijk personeel der inrichtingen voor voorschools, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch, kunstsonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en hoger onderwijs buiten de universiteit van de Franse Gemeenschap en de ambten der personeelsleden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen, geniet de meest gunstige toestand, dit is ofwel de schaal die overeenstemt met zijn aanwerving of benoeming in vast verband, ofwel de wedde betreffende een mandaat van Categoriedirecteur of van directeur-voorzitter, zoals bedoeld in de bovenvermelde punten 1 en 2.

De categoriedirecteur die bovendien de directeur-voorzitter is, krijgt de toelage bedoeld in het bovenvermelde punt 2. »

#### *Afdeling 2. — Wijzigingsbepalingen*

Onderafdeling 1. — Wijziging van het koninklijk besluit van 13 juni 1976 tot regeling van de toekenning van een toelage aan de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel van het onderwijs van de Franse Gemeenschap en aan de leden van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap die voorlopig aangesteld zijn in een selectie- of bevorderingsambt

**Art. 3.** De artikelen 4bis tot 4quater van het koninklijk besluit van 13 juni 1976 worden opgeheven.

Onderafdeling 2. — Wijzigingen van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 mei 1999 tot vaststelling van de schalen voor de ambten van de leden van het onderwijzend personeel van de Hogescholen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap

**Art. 4.** In bijlage Hoofdstuk F' van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 mei 1999, onder de rubriek "Meester-assistent (algemene vakken) : Overgangsstelsel, worden de punten l) tot o) opgeheven.

**Art. 5.** In bijlage Hoofdstuk F' van hetzelfde besluit, onder de rubriek Meester-assistent (technische vakken), wordt punt d) opgeheven.

**Art. 6.** In bijlage Hoofdstuk F' van hetzelfde besluit, onder de rubriek Meester-assistent (technische vakken) : Overgangsstelsel, worden de punten *m*) tot *p*) opgeheven.

Onderafdeling 3. — Wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 november 2000 houdende uitvoering van artikel 7bis van het decreet van 25 juli 1996 betreffende de opdrachten en betrekkingen in de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen

**Art. 7.** Artikel 7 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 november 2000 wordt opgeheven.

*Afdeling 3. — Slotbepalingen*

**Art. 8.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, met uitzondering van artikel 1 dat uitwerking heeft met ingang van 13 november 2000.

**Art. 9.** De Minister van Hoger Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 30 maart 2007.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,  
Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Ambtenarenzaken en Sport,  
Cl. EERDEKENS

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2007 — 2901

[C - 2007/29063]

**20 AVRIL 2007. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, notamment l'article 47 alinéa 1<sup>er</sup>, tel que modifié par le décret du 29 mars 2001;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, tel que modifié par les arrêtés des 15 juin 2000, 2 mai 2002, 16 octobre 2002, 13 mars 2003, 9 septembre 2003, 10 juin 2004, 17 juin 2004, 16 décembre 2005;

Considérant l'accord cadre du 29 juin 2000 pour le secteur non marchand de la Communauté Wallonie-Bruxelles (2001-2005);

Considérant l'avenant du 12 mai 2004 à l'accord cadre du 29 juin 2000 pour le secteur non marchand de la Communauté Wallonie-Bruxelles (2001-2005);

Considérant le protocole du 9 juin 2005 relatif au secteur non marchand de la Communauté française;

Considérant le protocole d'accord du 30 novembre 2005 non marchand - secteur Aide à la jeunesse;

Considérant le protocole d'accord du 20 décembre 2006 pour la mise en œuvre de l'accord non marchand 2006-2009 pour le secteur de l'Aide à la jeunesse et les services d'aide spécialisés à la petite enfance;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 20 février 2007;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 8 mars 2007;

Vu l'urgence de procéder sans délai à une adaptation des barèmes indiqués dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 précité pour permettre l'application de la programmation salariale de 2007 à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2007 conformément au protocole d'accord du 20 décembre 2006 précité;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 42.577/4 donné le 29 mars 2007 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat du 12 janvier 1973;

Sur proposition de la Ministre ayant l'Aide à la Jeunesse dans ses attributions;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 20 avril 2007,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'annexe 3, C, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, est complétée par la disposition suivante :

« 4° Econome gradué :

— un diplôme de gradué ou bachelier en comptabilité, gestion ou économe, ou un autre titre assimilé par décision du Ministre ayant l'Aide à la jeunesse dans ses attributions;

— est assimilé à cette qualification, le membre du personnel qui compte, au 1<sup>er</sup> janvier 2007, plus de cinq années d'ancienneté acquises, quel que soit l'horaire hebdomadaire presté, dans la fonction d'économe telle que définie au 3° et ce, dans un service agréé sur base du présent arrêté ou dans un service privé de formation et de perfectionnement visé à l'article 54 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse;

— est assimilé à cette qualification jusqu'au 31 décembre 2012 au plus tard, le membre du personnel :

(1) - qui compte, au 1<sup>er</sup> janvier 2007, au maximum cinq années d'ancienneté acquises, quel que soit l'horaire hebdomadaire presté, dans la fonction d'économe telle que définie au 3° et ce, dans un service agréé sur base du présent arrêté ou dans un service privé de formation et de perfectionnement visé à l'article 54 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse;

(2) - et qui répond à la condition de diplôme pour occuper le fonction d'économe gradué endéans le 31 décembre 2012.